



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU VAR

Direction Départementale de la Cohésion Sociale du Var
Service Développement Politiques,
Jeunesse, Sport et Vie Associative
Greffes Associatif de DRAGUIGNAN
Tel 04.83.24.62.50
Mail : ddcs-associations@var.gouv.fr

Le numéro W831006375
est à rappeler dans toute
correspondance

Récépissé de Déclaration de CREATION
de l'association n° W831006375

Vu la loi du 1er Juillet 1901 relative au contrat d'association ;

Vu le décret du 16 Août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée ;

Le Chef de Service

donne récépissé à **Monsieur le Président**

d'une déclaration en date du : **01 avril 2016**

faisant connaître la constitution d'une association ayant pour titre :

LA FABRIQUE

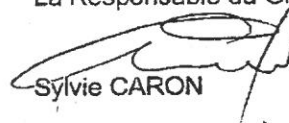
dont le siège social est situé : 64 rue Observance
83300 Draguignan

Décision prise le : **10 mars 2016**

Pièces fournies :
liste des dirigeants
Procès-verbal
Statuts

Draguignan, le 01 avril 2016

P/Le Préfet
et par délégation
P/Le Directeur Départemental
La Responsable du Greffe Associatif


Sylvie CARON

Loi du 1 juillet 1901, article 9 - al 5, 6 et 7 - Décret du 16 août 1901, article 3 :

Les associations sont tenues de faire connaître, dans les trois mois, tous les changements survenus dans leur administration ou leur direction, ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts. Ces modifications et changements ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour où ils auront été déclarés.

Loi du 1 juillet 1901, article 8 - al 1 :

Seront punis d'une amende de 1500 € en première infraction, et, en cas de récidive, ceux qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 5.

NOTA :

L'insertion au Journal Officiel des modifications portant sur le titre, l'objet, le siège social d'une association est facultative. Elle ne peut être exigée des tiers car le récépissé délivré par les services préfectoraux fait foi dans tous les cas.

La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique à la déclaration relative à votre association dont les destinataires sont les services préfectoraux et les services de l'Etat concernés. L'article 40 de cette loi vous garantit un droit d'accès et de rectification. Celui-ci peut s'exercer auprès du préfet ou du sous-préfet de l'arrondissement du siège de votre association, pour les données à caractère personnel concernant les personnes physiques déclarées comme étant chargées de sa direction ou de son administration.

Envoyé en préfecture le 24/05/2016

Reçu en préfecture le 24/05/2016

Affiché le



ID : 083-248300493-20160524-C_2016_056-DE

STATUTS

Article 1- Forme —Titre

Il est créé entre les adhérents aux présents statuts une association régie par la Loi du 1er juillet 1901-
et le décret du 16 août 1901, ayant pour dénomination :
LA FABRIQUE.

Article 2 — Siège

Le siège de l'association est fixé au : 64, rue de l'Observance 83300 Draguignan
Il peut être transféré sur décision du conseil d'administration (Ci-dessous nommé CA).

Article 3 — Durée

La durée de l'association est illimitée.

Article 4-But

Cette association a pour objet de gérer un espace de vie sociale situé au Centre Ancien de
Draguignan dont les principales missions sont :

1. accueillir et informer la population ;
2. favoriser le lien social, l'esprit de solidarité, encourager les échanges et le partage des idées
et des moyens, lutter contre les exclusions, permettre à toutes les générations de mieux
vivre ensemble ;
3. coordonner les initiatives individuelles et collectives, contribuer à animer, coordonner et
harmoniser les interventions éducatives, sociales, culturelles et sportives ;
4. contribuer à améliorer la vie quotidienne des habitants ;
5. développer la Médiation sociale au sein du quartier •

L'association s'interdit toute appartenance à une organisation politique ou confessionnelle.

TITRE II - MEMBRES DE L'ASSOCIATION - CATEGORIES DE MEMBRES

L'association comprend des membres habitants, des membres associatifs, des membres d'honneur,
des membres qualifiés et des membres de droit.

Tous les membres doivent adhérer aux présents statuts et les respecter.

SR

AN

GL

PHG

Article 5 - Membres habitants

Est membre habitant toute personne physique qui s'acquitte de sa cotisation.

Article 6 - Membres associatifs

Est membre associatif toute association ayant son siège social à Draguignan, déclarée en Préfecture, qui en fait la demande par écrit au C.A., à l'exclusion des associations à vocation politique ou culturelle.

La demande sera accompagnée des statuts de l'association, du récépissé de déclaration en préfecture et du procès-verbal de la réunion de l'instance qui a demandé l'adhésion.

Les associations dont le siège n'est pas situé à Draguignan, mais qui animent régulièrement la vie locale peuvent demander à adhérer auprès du C.A. Les associations adhérentes s'acquittent d'une cotisation annuelle.

Article 7 - Membres d'honneur

Est membre d'honneur toute personne physique volontaire et cooptée unanimement par le C.A. en raison des services rendus à l'association à titre bénévole. Les membres d'honneur sont dispensés de cotisation.

Article 8 - Membres qualifiés

Est membre qualifié toute personne physique volontaire et cooptée par le C.A. en raison de ses connaissances acquises dans le cadre de l'exercice passé ou actuel de sa profession. Les membres qualifiés sont dispensés de cotisation. La qualité de membre qualifié est acquise pour une durée d'un an à compter de la date de décision du C.A.

Article 9 - Membres de droit

Sont membres de droit : le président de la Caisse d'Allocations Familiales du Var ou son représentant, le maire de la ville de Draguignan ou son représentant, le Président du CCAS ou son représentant, le Président de la SAEIM ou son représentant, le Président de la CAD ou son représentant, le Président du Conseil Départemental ou son représentant

Article 10 - Perte de la qualité de membre

La qualité de membre se perd par : le non paiement de la cotisation, la dissolution de l'association adhérente, la démission par lettre adressée au C.A., le décès ou l'exclusion décidée par le C.A. en constatation de tout comportement incompatible avec les buts poursuivis par l'association, l'intéressé ayant été invité à se présenter devant le C.A. pour explication. La personne exclue peut déposer un recours devant l'assemblée générale (ci-dessous nommée A.G.).

Article 11 - Cotisation

La cotisation à l'association est de 5€ annuel. Aucun membre de l'association ne peut être exempté.
(sauf les membres de droit)

ST-

AN

GL

phG

TITRE III - L'ASSEMBLEE GENERALE

Article 12 -L'assemblée générale- Convocation aux réunions

L'ensemble des membres de l'association compose l'assemblée générale (A.G.)

Les réunions de l'A.G. sont convoquées par le C.A. qui décide de l'ordre du jour, du lieu, de la date et des horaires au moins une fois par an.

Les convocations mentionneront l'ordre du jour, la date, les horaires et le lieu et seront adressées à tous les membres quinze jours avant la date de la réunion.

A la demande d'un quart des membres, adressée par courrier au président et précisant le motif, le C.A. convoquera l'A.G. en réunion, dont le motif précisé sera l'ordre du jour.

Les réunions de l'A.G. sont présidées par le président en exercice, ou à défaut par un Administrateur membre du bureau délégué par le Président ou, à défaut, par le C.A.

Article 13.- Pouvoirs de vote

Les membres associatifs et les membres Individuels, à jour de leur cotisation au moment du vote, disposent d'une voix.

Article 14 -Modalités de prises de décision – Assemblée Générale Ordinaire. – Assemblée Générale Extraordinaire

Les modalités de prise de décision lors des réunions de l'A.G. sont fonction de la nature des décisions à prendre. Ces modalités différentes peuvent être utilisées lors de la même réunion de l'A.G. dès lors que l'ordre du jour le prévoit.

On distingue une prise de décision ordinaire, qui sera nommée A.G.O., et une prise de décision extraordinaire, qui sera nommée A.G.E.


Article 15- Décisions en A.G.O. et en A.G.E.

L'A.G. entend et délibère en A.G.E. des questions concernant la modification des statuts, de la fusion avec une autre association et de la dissolution de l'association.

L'A.G. entend et délibère en A.G.O. sur toute autre question concernant la vie de l'association et inscrite à l'ordre du jour, et notamment le projet, l'approbation des comptes, le rapport financier et le rapport d'activités de l'exercice écoulé, le rapport d'orientation et le budget prévisionnel de l'année à venir, les montants des cotisations, le patrimoine Immobilier de l'association, les recours déposés par des membres exclus par le C.A.

Article 16- Constat des délibérations et travaux de l'A.G.

Les délibérations prises lors des réunions de l'A.G. sont constatées par des procès verbaux signés par le président et un autre membre du C.A. ; ils sont consultables au siège de l'association.

SR -  AL PHG

Les décisions du C.A. sont prises à la majorité des voix; en cas d'égalité, la voix du président est prépondérante.

Le C.A. a la possibilité d'inviter, à tout ou partie de ses réunions, toute personne qu'il souhaite, celle-ci ne disposant que d'une voix consultative.

Le C.A. peut ouvrir ses réunions à la présence des adhérents, avec ou sans droit de parole; ceux-ci n'ayant qu'une voix consultative.

TITRE IV-ADMINISTRATION

Article 17 - Le Conseil d'administration

L'association est administrée par un Conseil d'administration composé de 21 membres distincts au plus.

Article 18 - Candidature et élection au C.A.

Les candidatures au C.A. sont déposées par écrit auprès du président au moins trois semaines avant la date de l'élection. Si le nombre de candidats est inférieur au nombre de sièges à pourvoir, des membres peuvent se porter candidats le jour même.

Le vote s'effectue à la majorité relative. En cas d'égalité de voix, pour le dernier siège disponible, il est procédé au choix par tirage au sort.

Les administrateurs sont élus pour une durée de trois ans. Le renouvellement des membres se fait par tiers tous les ans.

En cas de vacance de poste ou si la totalité des sièges n'est pas pourvue, le C.A. peut coopter un ou des membres présentés par les administrateurs du ou des collèges concernés.

Les administrateurs cooptés siègent au C.A. jusqu'à l'A.G. suivant leur nomination.

Leur siège est alors ajouté au nombre des sortants dont les sièges sont à pourvoir par élection.

Les absences répétées d'un administrateur peuvent faire l'objet d'une exclusion selon des modalités précisées dans le règlement intérieur. Son siège est alors vacant. Si il s'agit d'un membre de droit. Il est demandé à l'institution de nommer un autre représentant.

Les membres du C.A. ne peuvent recevoir aucune rétribution en raison des fonctions qu'ils exercent en tant qu'administrateurs. Seuls les remboursements de frais de mission dus à l'exercice de leurs fonctions sont admis selon les modalités précisées dans le règlement intérieur de l'association.

Article 19-Fonctionnement du C.A.

Le C.A. se réunit au moins trois fois par an, sur convocation du président, ou à la demande du tiers de ses membres.

Les convocations, mentionnant l'ordre du jour, sont envoyées aux administrateurs au moins quinze jours avant la date de la réunion.

Pour délibérer valablement, au moins la moitié des membres élus du C.A. doivent être présents.

Si le quorum n'est pas atteint, une nouvelle réunion du C.A. est convoquée, avec le même ordre du jour, au plus tard trois semaines après la date de la réunion invalidée, et sera valide quelque soit le nombre des présents.

ST- < 6L PhG

Article 20 - Le bureau du C.A.

Le C.A. élit chaque année, en son sein, pour un an un bureau composé d'un(e) président(e), d'un(e) secrétaire, d'un(e) trésorier(e). Ces postes peuvent être doublés si besoin.

Une réunion du C.A., dont l'ordre du jour est l'élection du bureau, est automatiquement convoquée le jour de la réunion de l'A.G. où de nouveaux administrateurs ont été élus. Cette réunion du C.A. est présidée par le doyen d'âge jusqu'à l'élection du président.

Article 21- Candidature et élection au bureau du C.A.

Les candidats au bureau déposent leur candidature, en début de séance, auprès du président de séance, en indiquant le siège pour lequel ils sont candidats.

Le vote s'effectue à la majorité simple. Pour les sièges dont aucun candidat n'obtient la majorité simple au premier tour, un deuxième tour est organisé à la majorité relative.

En cas d'égalité de voix au deuxième tour, le choix est effectué par tirage au sort. Si aucune candidature ne se porte sur un siège, ou si le nombre de candidats était inférieur au nombre de sièges, le C.A. peut accepter des changements de candidatures ou des candidatures nouvelles en cours de séance. Les membres du bureau sont rééligibles.

Article 22- Pouvoirs du C.A.- Délégations au bureau du C.A.

L'A.G. mandate le C.A. pour mettre en œuvre le projet de la structure et les orientations qu'elle a décidées.

Le C.A. est investi par l'A.G. des pouvoirs les plus étendus pour étudier, faire ou autoriser tous les actes ou opérations d'administration ou de gestion qui ne sont pas expressément réservés à l'A.G.

Le C.A. est garant de l'application des statuts. Il élabore un règlement intérieur, qui concerne le fonctionnement non statutaire de l'association, et suit son application.

Le C.A. décide de l'adhésion à une autre association.

Le C.A. est en charge de défendre et promouvoir l'association et son projet auprès des pouvoirs publics et de tous autres organismes ou associations.

Afin de réaliser au mieux la mise en œuvre de l'objet de l'association, le C.A. s'organise pour appréhender les besoins des habitants et leurs évolutions. A cette fin, il pourra organiser des commissions de travail ouvertes à tous, autant que de besoin. Un administrateur au moins sera présent dans ces commissions en tant qu'administrateur référent. Il est possible de faire appel à des qualifications extérieures à l'association.

Le C.A. établit annuellement le rapport d'orientation et le budget prévisionnel de fonctionnement et d'investissement.

Il établit annuellement les rapports d'activités et financier, ainsi que les comptes financiers de l'association, rendant compte de son action. Il peut en déléguer la réalisation au bureau.

57- W GL PHG

Le C.A. gère les biens et intérêts de l'association.

Le C.A. délègue au président la capacité d'ester en justice et de représenter l'association dans tous les actes de la vie civile.

Le C.A. délègue à son bureau sous la responsabilité du président la mise en œuvre opérationnelle des actions concourant à l'exécution du rapport d'orientation et du projet.

Le C.A. décide de la mise en œuvre d'actions non prévues dans le rapport d'orientations, si besoin est.

Le C.A. délègue à son bureau, qui sous l'autorité du président, en confie la responsabilité au secrétaire, la gestion administrative.

Le C.A. assure la fonction employeur de l'association. Il décide de l'organigramme, de la création ou de la suppression d'emplois permanents. Il délègue à son bureau sous la responsabilité du président, l'établissement des contrats de travail, l'embauche et le licenciement des personnels, la gestion du personnel et l'application du droit social (établissement des bulletins de paye, rémunérations, congés...).

Le C.A. délègue à son bureau sous la responsabilité du président la gestion des locaux et des matériels dont pourrait disposer l'association. Il a notamment capacité, dans le cadre du mandat fixé par le C.A. et du budget prévisionnel, à passer contrat avec un bailleur pour des locaux et à acquérir les matériels et mobiliers nécessaires à la mise en œuvre du projet.

TITRE V- RESSOURCES DE L'ASSOCIATION

Article 23 - Ressources

Les ressources de l'association se composent:

- des cotisations ;
- des participations des usagers, personnes physiques ou associations ;
- des revenus de ses biens et valeurs ;
- de toutes subventions qui lui sont accordées par des organismes, des membres associés et des collectivités ;
- de toutes ressources extraordinaires et, en particulier, du produit des fêtes, kermesses, etc., et plus généralement, de toutes ressources autorisées par la loi.

AL PhG

ST-

21

TITRE VI -DISSOLUTION-LIQUIDATION

Article 24 -Dissolution -Liquidation

La dissolution, de l'association est prononcée par l'A.G., siégeant en A.G.E., convoquée spécialement à cet effet.

Cette assemblée se réunit dans les conditions fixées aux articles 14 et 16. Le cas échéant, l'A.G.E. délègue au C.A. en fonction, tous les pouvoirs pour procéder à la liquidation de son propre chef ou par les soins d'un ou plusieurs membres nommés à cet effet ou encore par l'intermédiaire de personnes étrangères à l'association, auxquelles mandat aura été donné.

L'A.G., siégeant en A.G.E., aura à prononcer la clôture de la liquidation. Après liquidation, l'actif restant de l'association sera transféré à une ou plusieurs associations poursuivant un même objectif, après décision conforme du C.A.

Le Président

Le Vice-président

Le Trésorier

Le Secrétaire



Envoyé en préfecture le 24/05/2016

Reçu en préfecture le 24/05/2016

Affiché le

SLOW

ID : 083-248300493-20160524-C_2016_056-DE